

Le défi de l'interculturalité au centre d'un projet montois qui a balayé cinq domaines majeurs de la vie

De septembre 2016 à juin 2017, la plateforme montoise « Pop UP Virus Culturel » et ses partenaires ont mené un projet interculturel d'envergure intitulé « L'interculturalité, un défi pour notre société ». Arrivée au bout de cette démarche soutenue notamment par le CIMB (Centre Interculturel de Mons et du Borinage), la plateforme divulgue aujourd'hui les résultats de son opération. Au programme : des réalisations artistiques et un petit fascicule qui reprend le guide méthodologique du travail mené, ainsi qu'un cahier de recommandations concernant les différentes thématiques abordées.

L'asbl « Pop UP Virus Culturel » est née en 2011 à Mons avec la volonté de promouvoir l'existence de formes d'expression culturelle accordant une place prioritaire au public et à la culture populaires, en résistant face à l'uniformisation et à la marchandisation de la production culturelle. Son projet « L'interculturalité, un défi pour notre société » a pour préoccupations centrales la participation citoyenne de personnes d'origines populaire et étrangère et l'association d'artistes à des productions réalisées par ces citoyen(ne)s.

L'idée de base, germée lors d'un forum en novembre 2015, est la nécessité de mettre en place de nouveaux modèles de participation entre les personnes étrangères et la société wallonne. Dès septembre 2016, une expérience a démarré avec cinq groupes de citoyens d'origines et de nationalités différentes, accompagnés d'animateurs de plusieurs associations (Lire et Ecrire, Vie Féminine, CIEP, Picardie Laïque, Maison de Jeunes de Cuesmes et Maison ouvrière de Quaregnon).

Une méthodologie en cinq étapes

La démarche méthodologique du projet « L'interculturalité, un défi pour notre société » a suivi un processus en cinq étapes. La première a été la présentation du projet et la mobilisation du public. La deuxième a été le choix, pour les participants, de cinq thématiques sur un panel de huit proposées, toutes liées aux moments clés vécus par chacun (la naissance, la mort et la vieillesse, la vie affective, la vie familiale, le monde du travail, l'école, les loisirs et les croyances). La troisième étape

a été l'identification d'institutions concernées par les thématiques retenues et la préparation de rencontres avec ces dernières. La quatrième étape a été la rencontre proprement dite et les échanges avec ces institutions. Et, enfin, la cinquième et dernière étape a été la préparation des rencontres finales intergroupes. Certains groupes ont collaboré avec un artiste pour réaliser une production illustrant leur travail collectif, dans des disciplines aussi variées que l'art plastique ou le roman photo.

La ligne directrice de l'initiative qui était de donner la parole à des citoyens de toutes origines sur la prise en compte de la diversité dans notre société a nécessité de fixer un certain nombre de balises garantissant le maintien du projet dans sa visée de participation démocratique. En amont du travail, ces balises synthétisées dans le guide méthodologique du projet sont de s'accorder sur une définition commune de l'interculturalité et de donner accès, aux porteurs du projet, à une formation abordant des notions comme la rencontre interculturelle, le décentrage, le choc culturel, l'ethnocentrisme, etc.

En cours de démarche, les balises théoriques nécessaires sont notamment de monter d'une expérience personnelle partagée à une analyse basée sur des repères théoriques, de veiller à fournir un outillage d'analyse aux participants et de mettre en place des espaces d'analyse critique et de déconstruction, de travailler collectivement à partir des représentations culturelles intégrées individuellement, et de mettre l'accent autant sur ce qui différencie que sur ce qui réunit, car aborder les divergences de vue permet de faire apparaître les espaces nécessitant la négociation.

Des balises pratiques

Au niveau des dynamiques de groupe, plusieurs points ont été pris en compte : que la composition hétérogène des groupes constitue une grande richesse mais complexifie l'animation, qu'il est impératif de laisser du temps pour que la parole se libère, qu'il faut tenir compte des différents niveaux de maîtrise de la langue, que la méthodologie participative rend impérative la participation de tous, et qu'il faut veiller

à mettre en place des processus de décision afin d'éviter les phénomènes de leadership.

Sur le plan pratique, les principes indispensables étaient, entre autres, de veiller à une configuration conviviale des lieux de rencontre qui soit propice aux échanges et à la libération de la parole, de veiller en outre à une réelle mixité dans les groupes pour éviter « l'entre soi », d'organiser des canaux de transmission et de circulation d'informations entre les membres des groupes, et de préserver le statut égalitaire entre animateurs et participants.

Des constats aux recommandations

Les cinq thématiques retenues parmi les huit proposées ont été la naissance, la famille, l'école, le vieillissement et la mort, et les croyances. Pour alimenter ces thématiques, les groupes ont rencontrés des professionnels du domaine choisi (associations, planning familial, ONE, maison de repos, pompes funèbres, gynécologue, infirmière, etc.). Ces rencontres, ajoutées aux discussions et réflexions communes, ont permis d'établir des constats pour chaque thématique, assortis de recommandations à l'adresse des institutions et autorités compétentes.

Sur le plan de la naissance, il est apparu que les femmes migrantes qui accouchent sont fortement fragilisées, en raison notamment de l'isolement et de l'absence de repères. À cela s'ajoute pour certaines la difficulté de maîtrise de la langue. Et, complétant le tableau, intervient la question des traditions et des rites pratiqués autour de la naissance qui sont vécus différemment suivant le parcours de vie et l'identité. En réponse à ces constats, le groupe concerné recommande la mise en place de dispositifs de traductions, l'inscription de notions d'interculturalité dans le cursus de formation des professions de la santé, l'instauration de soutiens et d'aides pour les femmes migrantes en isolement ou en précarité, et la fourniture d'informations aux familles concernées sur les rôles des différents intervenants (médecins, sages-femmes, ONE, maisons médicales, plannings familiaux, etc.).

Pour ce qui est de la famille, les participants ont notamment détecté que le désir de fonder une famille et l'éducation des enfants peuvent être perturbés par l'absence de

référents culturels. Cet effet est décuplé par les différences de modèles familiaux et de rôles respectifs des hommes et des femmes au sein des familles. Les rapports de domination homme-femme servent régulièrement d'argument contre les personnes étrangères, alors qu'il s'agit d'un système de société généralisé et pas d'une caractéristique ethnoculturelle. Ces éléments ont donc conduit les membres de ce groupe à recommander, entre autres, d'améliorer la visibilité des associations et des services liés à la famille auprès des personnes étrangères et d'améliorer la compréhension du tissu institutionnel chez celles-ci, sans oublier un travail soutenu de formation des professionnels en contact avec ces publics et la création d'un consensus sur la prise en compte systématique de l'interculturel dans les contextes des institutions.

Prise en compte et formation

Au niveau des deux groupes ayant travaillé sur la question de l'école, deux constatations majeures, surprenantes pour des autochtones habitués au système, ont émergé : la question de la réelle gratuité de l'enseignement et des inégalités de coûts suivant les réseaux, et le manque de lisibilité et de compréhension du système scolaire en Fédération Wallonie-Bruxelles. De plus, pour certaines familles étrangères, l'école apparaît comme un lieu dont les codes et les fonctionnements sont inconnus. Pire, elle apparaît comme un lieu de production de discriminations et de violences symboliques, les relations entre enfants, parents, enseignants et directions n'étant pas aisées à installer dans une dynamique interculturelle.

Sans surprise, les principales recommandations du groupe sont, dès lors, d'inscrire des notions d'interculturalité dans le cursus de formation des enseignants, d'agir pour une meilleure compréhension du fonctionnement de l'école, d'instaurer des fonctions de médiateur au sein des écoles, de veiller à un traitement des différences de culture, de soutenir les associations travaillant à l'accompagnement des familles migrantes dans leurs relations avec le monde scolaire, et d'instaurer une meilleure communication interculturelle entre les différents acteurs (enfants, parents, enseignants, directions).

Enfin, sur la problématique du vieillissement et de la mort, le constat sans appel posé par le groupe concerné a été la non prise en compte des questions liées aux coutumes et aux habitudes (alimentaires, principalement) par les institutions s'occupant de personnes âgées et par les hôpitaux. De même, il y a un sentiment que la place des aînés, et la considération qui y est liée, sont très différentes (pour ne pas écrire « moindres ») dans notre pays, en regard de ce qu'elle est dans le pays d'origine.

Pour améliorer cette situation, les participants du groupe proposent d'encourager le maintien à domicile et les habitats groupés afin d'associer les personnes âgées à la vie des plus jeunes, migrants ou non. Ils invitent aussi à prôner auprès des maisons de repos la possibilité de fournir des repas adaptés à la culture d'origine et/ou d'offrir aux familles des résidents d'une autre culture la possibilité de leur fournir elles-mêmes des repas conformes à leurs habitudes alimentaires. Ils soulignent, pour terminer, l'importance de former le personnel de ces institutions à l'interculturalité et de posséder un référent culturel bien formé au sein de chaque institution.

Dominique Watrin

Pour toute information complémentaire : www.virusculturel.be